

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Marseille, le 14 juin 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VALABREGUE

Route de Suze - BP 13
84500 Bollène

SPR/UICPE/JN/n° 752-2024

Références : D-00211-2024/LRAR N°1A 200 983 4553 1

Code AIOT : 0006402055

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2024 dans l'établissement VALABREGUE implanté Noyères Jonqueirolles 84500 Bollène. L'inspection a été annoncée le 18/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VALABREGUE
- Noyères Jonqueirolles 84500 Bollène
- Code AIOT : 0006402055
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPRB Valabregue exploite une carrière au lieu-dit « Noyères Jonqueirolles », sur la commune de Bollène. Les activités exercées relèvent de l'autorisation au titre de la rubrique 2510 de la nomenclature des ICPE. Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral n°611 du 23 mars 2000.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Limitation des accès	Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 1	Liquidation partielle de l'astreinte administrative	À compter de la notification de l'arrêté de recouvrement

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux de clôture et de panneautage de la carrière n'ont été que partiellement réalisés à la date de la visite. L'inspection propose donc la liquidation partielle de l'astreinte prise par arrêté du 28/06/2022, pour la période allant du 13 mai 2023 au 9 février 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2021, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Limitation des accès
Prescription contrôlée : Mettre en place, au plus sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent interdisant l'accès à la zone d'exploitation, ainsi que de pancartes signalant le danger, d'une part, sur le chemin d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les justificatifs démontrant la réalisation des travaux précités devront être transmis à monsieur le Préfet dans le mois suivant leur réalisation, conformément à l'article 15 de l'arrêté du 23 mars 2000.
Constats : <u>constat le 18/03/2022</u> : il a été constaté que l'accès à la zone d'exploitation n'était toujours pas interdit par une clôture ou un dispositif équivalent (hormis en partie haute de la falaise à l'ouest du site). De même, il a été constaté l'absence de pancartes signalant le danger, d'une part, sur le chemin d'accès aux abords des travaux et, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Ainsi, par arrêté du 28/06/2022, M. le Préfet de Vaucluse a suspendu l'activité de la carrière et infligé une astreinte administrative journalière d'un montant de 150€. <u>constat le 12/05/2023</u> : à la suite de l'arrêté du 28/06/2022, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">• a réalisé une déclaration préalable de travaux au titre du code de l'urbanisme, déposée en mairie le 15/07/2022 concernant les travaux de clôture ;• a effectué des opérations de recherche de bornes, avec l'appui d'un géomètre, afin de définir précisément le périmètre autorisé de la carrière ;• compte tenu des risques incendie, a engagé les premiers travaux de débroussaillage à l'automne 2022. Le jour de l'inspection, il a été constaté la réalisation des opérations de débroussaillage à hauteur de 80% environ du périmètre à clôturer. L'exploitant a fait part de difficultés importantes d'accès à certaines zones du site, en raison de la nature argileuse des terrains rendant difficile la circulation des engins nécessaires à ces opérations. A la date du contrôle, aucune clôture n'est en place (à l'exception de la clôture existante en haut de la falaise à l'ouest du site). L'exploitant estime à environ 2 à 3 mois la durée nécessaire à l'achèvement des travaux de débroussaillage et de clôture (hors intempéries et restrictions liées au risque de feu de forêts). Par ailleurs, l'inspection constate la présence au sein du périmètre de la carrière d'éléments relatifs aux exploitations passées, dont certaines ont donné lieu à des travaux souterrains (présence de rails, cerclages de puits, stocks de stériles). Ainsi, le rapport DREAL du 21 juin 2023 demandait à l'exploitant d'achever les travaux de mise en conformité de ses dispositifs de limitations des accès dans les plus brefs délais et au plus sous 2 mois. <u>constat le 09/02/2024</u> : l'inspection a pu constater que les travaux suivants ont été effectués depuis la dernière visite : <ul style="list-style-type: none">• mise en place de poteaux de clôture sur un linéaire de 185 mètres, au nord de la carrière.

- Ces opérations ont été réalisées les 7 et 8 février 2024 selon les indications de l'exploitant et ont fait l'objet d'un devis accepté d'un montant de 5 270€ HT en date du 02/02/2024 ;
- débroussaillage au nord et au sud de la carrière, sur un linéaire respectivement de 300 et 100 mètres. Ces opérations ont été réalisées en janvier 2024 selon les indications de l'exploitant et ont fait l'objet d'une facture d'un montant de 2 730€ HT.

Ainsi, la majeure partie du périmètre de la carrière n'est toujours pas clôturée au jour de l'inspection. De même, les panneaux signalant le danger n'ont pas été installés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection propose la liquidation partielle de l'astreinte depuis la dernière inspection (12/05/2023) jusqu'au 09/02/2024, en prenant en compte le montant des travaux effectués au jour de la visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : recouvrement d'astreinte administrative

Proposition de délais : à compter de la notification de l'arrêté de recouvrement